



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture de denrées alimentaires pour le service restauration

N° du CCAP : 2021E0217_a_2021E020

Etablissement support du GHT Alpes Dauphiné :

Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes
CS 10217
38043 GRENOBLE CEDEX 09

Etablissement(s) membre(s) du GHT concerné(s) par le présent accord-cadre :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA)
- ☒ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure (62 rue des Alpes - BP 56 - 38350 LA MURE)
- ☒ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont (280 chemin des Martins - 38380 SAINT-LAURENT-DU-PONT)

SOMMAIRE

Préambule	4
Article 1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
Article 2 - Pièces contractuelles	5
Article 3 – Durée et délais d'exécution	6
3.1 – Durée de l'accord-cadre	6
3.2 – Reconduction de l'accord-cadre.....	7
3.3 – Délais de livraison.....	7
3.4 – Prolongation des délais	7
Article 4 - Prix	7
4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
4.2 - Modalités de variation des prix.....	8
4.2.1. <u>Pour le lot 1 : fruits et légumes frais en portions et au kilo issus de l'agriculture conventionnelle...</u>	8
4.2.2. <u>Pour les lots 2 (viandes et volailles fraîches), 3 (fruits et légumes frais issus de l'agriculture biologique) et 4 (yaourts fermiers en circuit direct)</u>	9
4.3 – Prix sur catalogue tarifé	10
4.4 – Articles nouveaux	10
Article 5 - Garanties Financières.....	10
Article 6 - Avance.....	11
6.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	11
6.2 - Garanties financières de l'avance	11
Article 7 - Modalités de règlement des comptes	11
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
7.2 - Présentation des demandes de paiement	11
7.3 – Facturation électronique (se reporter à l'annexe facture et livraison).....	12
7.4 - Délai global de paiement	12
7.5 – Paiement des cotraitants	13
Article 8 - Conditions d'exécution des prestations.....	13
Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations	14
9.1 - Vérifications	14
9.2 - Décision après vérification	14
Article 10 - Garantie des prestations.....	15
Article 11 – Pénalités	15
11.1 - Pénalités de retard de livraison des consommables.....	15
11.2 - Pénalité pour marchandises défectueuses après admission	15
11.3 - Pénalité pour travail dissimulé.....	15
11.4 – Exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire.....	15
Article 12 – Assurances.....	16
Article 13 - Résiliation de l'accord-cadre.....	16
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	16
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	17

Article 14 - Règlement des litiges et langues.....	17
Article 15 – Développement durable	18
Article 16 – Clauses complémentaires	20
16.1 – Obligation de confidentialité.....	20
16.2 – Protection des données à caractère personnel	20
16.4 – Mesures d'ordre social- Application de la réglementation du travail.....	20
Article 17 - Dérogations.....	21

Préambule

Les Groupements hospitaliers de territoires (GHT) ont été créés par l'article 107 de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé » et le décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire.

Le GHT Alpes Dauphiné a été officialisé par la signature de sa Convention Constitutive le 1^{er} juillet 2016.

A ce titre, le Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (CHUGA) agit en qualité d'établissement support du GHT Alpes Dauphiné.

A cet effet, en phase de passation du contrat, il constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques.

En phase d'exécution du contrat :

- Le CHU Grenoble-Alpes assure la gestion contractuelle de l'ensemble des besoins ;
- Les établissements membres assurent, chacun pour la part de l'accord-cadre qui les concerne, l'exécution de l'accord-cadre (émission des bons de commande, ou ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures, mise en œuvre des pénalités...).

Il en découle que la notion de pouvoir adjudicateur telle que définie à l'article L. 1211-1 du code de la commande publique renvoie soit à l'établissement support du GHT Alpes Dauphiné, soit à l'établissement membre du GHT Alpes Dauphiné concerné par le contrat pour chacune des missions qui les concerne.

NOTA : Le CHU Grenoble Alpes et le CH de Voiron ont fusionné le 1er janvier 2020. Depuis cette date, ces deux établissements forment une seule et même entité (l'Hôpital de Voiron est devenu un site du CHUGA Grenoble Alpes).

Article 1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture de denrées alimentaires pour le service restauration.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des fournitures, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

La consultation est décomposée comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Fruits et légumes frais en portions et au kilo issus de l'agriculture conventionnelle
2	Viandes et volailles fraîches

3	Fruits et légumes frais issus de l'agriculture biologique
4	Yaourts fermiers en circuit direct

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum, et sans maximum pour les lots 1 et 2 en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Pour les lots 3 et 4, en application des mêmes articles, l'accord-cadre est conclu sans minimum avec maximum comme indiqué ci-dessous :

Lot	Intitulé du lot	Montant minimum	Montant maximum sur les 4 ans € HT
3	Fruits et légumes frais issus de l'agriculture biologique	Sans	78 000 €
4	Yaourts fermiers en circuit direct	Sans	68 000 €

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par la pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande. Par conséquent, un bon de commande émis en fin d'accord-cadre pourra voir son exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de cet accord-cadre.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale de l'opérateur économique titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des fournitures ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant à l'opérateur économique titulaire pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les opérateurs économiques titulaires.

Article 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 Janvier 2009 ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Les dispositions de l'offre du titulaire n'entraînant pas de contradictions avec les pièces de l'accord-cadre ;
- Le catalogue tarifé de l'opérateur économique titulaire ;
- Les normes françaises homologuées et celles applicables en France en vertu des accords internationaux, y compris le Règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 Mai 2018.
- La fiche protocole de sécurité ainsi que le dossier sécurité relatif aux livraisons sur la plateforme logistique.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution de l'accord-cadre, celle-ci se verrait directement appliquée à l'accord-cadre dès sa promulgation. L'opérateur économique titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre.

Les prescriptions définies au présent contrat annulent tout effet des clauses, conditions générales de ventes et conditions particulières techniques ou commerciales que le titulaire inclurait dans ses devis, notes écrites, offre technique. Seules les dispositions du code de la commande publique et les documents énoncés ci-avant sont applicables.

Il appartiendra à l'opérateur économique titulaire de signaler avant la signature de l'accord-cadre les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, l'opérateur économique titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur font seules foi.

Article 3 – Durée et délais d'exécution

3.1 – Durée de l'accord-cadre

- Lots n°1 (fruits et légumes frais en portion ou au kilo issus de l'agriculture conventionnelle) et n°2 (viandes et volailles fraîches)

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter du 1^{er} avril 2021 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} avril 2021.

- Lots n°3 (fruits et légumes frais issus de l'agriculture biologique) et n°4 (yaourts fermiers en circuit direct)

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter du 1^{er} avril 2021 ou à compter de sa notification si celle-ci est postérieure au 1^{er} avril 2021.

3.2 – Reconduction de l'accord-cadre

- Lots n°1 (fruits et légumes frais en portion ou au kilo issus de l'agriculture conventionnelle) et n°2 (viandes et volailles fraîches)

Le présent accord-cadre peut être reconduit trois fois par période successive d'un an, au terme d'un délai d'un an à compter soit du 1^{er} avril 2021, soit de sa notification ou de sa reconduction.

La reconduction est considérée comme acceptée tacitement si aucune décision écrite contraire n'est prise au moins deux mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre en informant par envoi électronique horodaté l'opérateur économique au moins deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

- Lots n°3 (fruits et légumes frais issus de l'agriculture biologique) et n°4 (yaourts fermiers en circuit direct)

L'accord-cadre ne peut pas être reconduit.

3.3 – Délais de livraison

Les délais de livraison sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

En cas de non-respect de ce délai, des pénalités seront appliquées selon les modalités présentées à **l'article 11 du présent CCAP**.

Si l'opérateur économique titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande, il doit obligatoirement en aviser le pouvoir adjudicateur par tout moyen 72 heures au moins avant la date de livraison.

3.4 – Prolongation des délais

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

Article 4 - Prix

4.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les fournitures sont réglées par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix.

Les quantités mentionnées dans le bordereau des prix ne sont pas contractuelles.

Les prix rémunérant l'opérateur économique titulaire sont, conformément aux dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au

stockage, à l’emballage et au transport jusqu’au lieu de livraison, ainsi que toutes les dépenses nécessaires à l’exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ils prennent en compte également, le respect des données personnelles conformément au règlement européen sur la protection des données (RGPD) du 25 Mai 2018.

Les frais de transport seront à la charge de l’opérateur économique titulaire (livraison franco de port) quel que soit le montant de la commande. Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Il est fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des prestations, sauf dispositions réglementaires contraires.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité ou en valeur.

4.2 - Modalités de variation des prix

4.2.1. Pour le lot 1 : fruits et légumes frais en portions et au kilo issus de l’agriculture conventionnelle

Les prix pratiqués seront fermes la première année d’exécution du contrat. Les prix pourront être ajustés pour chaque trimestre selon l’indice du RESEAU NATIONAL DES MARCHES (RNM de Lyon).

Les prix sont révisés par application aux prix du marché d'un coefficient. Le prix révisé (Pn) se calcule ainsi :

$$Pn = P0 \times In / IO$$

Avec :

Pn = prix HT révisé,

P0 = prix HT en cours d’application (ou prix HT initial de l’offre),

In = dernier indice moyen définitif connu au moment du calcul de la révision, (moyenne du dernier trimestre précédent)

IO = dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision (ou de l’offre initiale pour la 1ère révision).

Le titulaire devra remettre un bordereau des prix réactualisé à chaque révision 1 mois avant le nouveau trimestre, accompagnée de justificatifs étayant le calcul du prix révisé. La révision s’applique à la hausse comme à la baisse.

Le pouvoir adjudicateur dispose de deux semaines pour contrôler le nouveau prix et faire au titulaire les remarques que cette proposition appelle de sa part. Passé ce délai, le nouveau prix est réputé accepté.

Par exemple :

Trimestre 1 (J –F- M)	Trimestre 2 (A – M- J)	Trimestre 3 (J- A- S)	Trimestre 4 (O- N- D)
Nouveaux tarifs applicables au trimestre 1 à envoyer	Nouveaux tarifs applicables au trimestre 2 à envoyer maximum début mars	Nouveaux tarifs applicables au trimestre 3 à envoyer maximum début juin	Nouveaux tarifs applicables au trimestre 4 à envoyer

maximum début décembre			maximum début septembre
---------------------------	--	--	----------------------------

Modalités d'envoi des nouveaux tarifs : L'envoi devra se faire par courrier recommandé avec accusé de réception à : **CHU Grenoble-Alpes, Direction Achats, Equipements et Logistique, Département Blanchisserie et Restauration, CS 10217, 38043 GRENOBLE CEDEX 09.**

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3.0 % par an.

4.2.2. Pour les lots 2 (viandes et volailles fraîches), 3 (fruits et légumes frais issus de l'agriculture biologique) et 4 (yaourts fermiers en circuit direct)

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pour la période initiale de l'accord-cadre et ajustables tous les 12 mois par référence aux tarifs ou barème propres au titulaire (tarif officiel diffusé à l'ensemble de la clientèle) :

L'augmentation ou la diminution sera équivalente en pourcentage à la modification du tarif général en vigueur applicable à l'ensemble de la clientèle

Il ne s'agit en aucune manière d'appliquer de manière automatique une augmentation correspondant au % indiqué dans la clause de sauvegarde.

Exemple :

Lors la procédure de mise en concurrence, pour une référence donnée pour laquelle le prix catalogue est fixée à 100 €, vous nous attribuez une remise de 60 %, et ainsi, vous nous proposez votre prix marché à 40 €.

Lors de l'ajustement, si votre nouveau tarif a augmenté de 1%, cette référence passe dans votre nouveau prix catalogue à 101 €. Vous appliquez ensuite le taux de remise de 60 %, et le nouveau prix du marché ajusté sera donc fixé à 40,40 €.

Le même mécanisme doit être appliqué en cas de baisse du tarif général et les nouveaux prix seront donc inférieurs.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 90 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

L'envoi devra se faire par courrier recommandé avec accusé de réception à : **CHU Grenoble-Alpes, Direction Achats, Equipements et Logistique, Département Blanchisserie et Restauration, CS 10217, 38043 GRENOBLE CEDEX 09.**

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 1.0 % par an.

4.3 – Prix sur catalogue tarifé

S'agissant de fournitures non-répertoriées dans le Bordereau des Prix Unitaires, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de commander occasionnellement sur le catalogue tarifé de l'opérateur économique titulaire des produits de même nature que ceux qui ont été définis au BPU.

Il est précisé que ces produits sont strictement conformes à l'objet de l'accord-cadre à bons de commande et que le montant consacré à des achats de fournitures sur catalogue tarifé ne peut dépasser 20 % du montant estimatif du contrat au moment de la passation de l'appel d'offre (Quantités indiquées sur le BPU initial).

Ces produits sont rémunérés par application aux quantités livrées des prix référencés sur le catalogue tarifé de l'opérateur économique titulaire (diminués de la remise qu'il a mentionnée dans le Bordereau des Prix Unitaires).

Les prix sont fermes pour la première période d'exécution de la prestation. Et ajustables tous les 12 mois dans les conditions ci-dessous.

L'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage, sous peine de forclusion, à notifier son éventuel nouveau tarif au pouvoir adjudicateur par courrier recommandé avec accusé de réception (**destinataire de l'envoi : CHU Grenoble-Alpes, DAEL, Département Restauration et Blanchisserie, CS 10217, 38043 GRENOBLE CEDEX 9**) avec un préavis de 90 jours avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Important : à défaut de proposition d'évolution dans le délai imparti, les prix en cours sont reportés et affermis pour la nouvelle période de reconduction. La révision se fait à la hausse comme à la baisse. La justification de la revalorisation détaillée des prix est à la charge du titulaire.

Clause limitative dite " de sauvegarde " : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 1.0 % par an.

4.4 – Articles nouveaux

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur exprime le besoin d'articles nouveaux en cours d'exécution, ils peuvent être ajoutés à l'accord-cadre par simple acte spécial (Bordereau des prix unitaires supplémentaires) signé des deux parties et de ce fait, sont intégrés à l'accord-cadre. Les nouveaux articles sont obligatoirement de même nature et respectent l'objet du contrat.

Article 5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 6 - Avance

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

En application des articles R.2191-2 et 3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée par le pouvoir adjudicateur pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par l'opérateur économique titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'opérateur économique titulaire à titre d'acompte ou de solde.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée à l'opérateur économique titulaire pour le versement de l'avance.

Article 7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être dématérialisées aux termes du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019. Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et à l'article D.2192- 1 et suivants du Code de la commande publique. A ce titre, elles devront porter les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- La désignation du payeur avec l'indicateur du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;

- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'accord-cadre et directement liés à l'accord-cadre ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

7.3 – Facturation électronique (se reporter à l'annexe facture et livraison)

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation électronique est devenu obligatoire depuis le 1er janvier 2020. A ce titre, l'Etat les collectivités territoriales et les établissements publics sont tenus d'accepter les factures électroniques.

Pour cela, l'agence pour l'Informatique financière de l'Etat (AIFE) a proposé une solution technique mutualisée et gratuite aux entreprises, aux collectivités locales et établissements publics, intitulée **Chorus Pro**. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

>> Présentation de la solution Chorus Pro (colloque de l'AIFE) - 08/04/2015 : <https://www.economie.gouv.fr/files/ra-aife-2015.pdf>

>> En savoir plus sur l'ouverture de Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/comment-ouvrir-un-espace/>

Le site Communauté Chorus Pro. (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) permet de trouver toutes les informations utiles pour comprendre le fonctionnement de Chorus Pro et choisir le mode de raccordement ou d'utilisation qui conviendra le mieux à votre entreprise.

7.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues à l'opérateur économique titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, l'opérateur économique titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Remarque : Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-FCS, en cas d'erreur dans la facturation, le délai de paiement est systématiquement suspendu. Les factures erronées sont rejetées et retournées à l'opérateur économique titulaire pour correction via le logiciel CHORUS PRO, elles sont accompagnées du motif du refus de mandater du pouvoir adjudicateur (absence de service fait ou partiellement fait, absence de pièces justificatives probantes). L'opérateur économique doit obligatoirement retourner au service concerné, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées suivant les observations du pouvoir adjudicateur ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

7.5 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Article 8 - Conditions d'exécution des prestations

Les fournitures devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

L'adresse et les modalités de livraison sont mentionnées à l'article 6 du CCTP.

En cas de rejet de fournitures non-conformes à la commande ou aux stipulations de l'accord-cadre, les frais de retour sont à la charge de l'opérateur économique titulaire.

Lors de la livraison, si les produits commandés sont non-conformes suite aux vérifications d'usage, l'opérateur économique titulaire en est averti par le pouvoir adjudicateur et doit effectuer **une livraison de remplacement** dès le lendemain.

En cas de défaillance, les pénalités prévues à l'article « pénalités » du présent CCAP sont appliquées.

Si le pouvoir adjudicateur est en mesure de réceptionner les produits défauts mineurs acceptables et/ou pouvant être corrigés), il négocie avec l'opérateur économique titulaire des conditions de compensation, notamment la fourniture d'articles supplémentaires à titre gracieux.

Traçabilité des livraisons :

En cas de problème, l'opérateur économique titulaire est tenu d'apporter les preuves de la livraison au pouvoir adjudicateur, notamment le nom en clair et la signature de la personne qui a réceptionné le produit. En cas de défaut de preuve, il sera considéré comme responsable de la perte du produit.

Réglementation et comportement :

L'opérateur économique titulaire est responsable de son personnel, qui doit se conformer à tous les règlements généraux et particuliers applicables (code du travail, hygiène, sécurité incendie, règlement intérieur de l'établissement, etc.). Le personnel de l'opérateur économique titulaire fait preuve d'un comportement exempt de tout reproche à l'égard des usagers, des tiers etc.

Le personnel de l'entreprise présent dans l'hôpital doit obligatoirement porter de façon visible un dispositif d'identification indiquant de façon claire la raison sociale de l'entreprise et le nom de la personne. Toute personne en infraction avec cette règle peut être reconduite hors du site.

Responsable chargé de représenter l'opérateur économique titulaire :

La bonne exécution des prestations suppose que l'opérateur économique titulaire affecte à l'accord-cadre un seul responsable chargé de le représenter auprès du pouvoir adjudicateur (nom à renseigner dans l'Acte d'Engagement).

Le changement de responsable doit être notifié par tout moyen au pouvoir adjudicateur au moins **10 jours avant son remplacement**.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de demander un changement du responsable dans la mesure où celui-ci ne remplirait pas correctement ses fonctions à son égard.

A défaut de désignation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre. Cette résiliation **n'ouvre alors droit pour l'opérateur économique titulaire à aucune indemnité.**

Article 9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications de l'accord-cadre.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG-FCS. L'opérateur économique titulaire ou son représentant peut être présent lors des opérations de vérification.

9.2 - Décision après vérification

- Vérifications quantitatives : Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et celle indiquée sur le bon de commande.
Lorsque la quantité n'est pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur peut mettre en demeure l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre :
 - Soit de reprendre immédiatement l'excédent fourni ;
 - Soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation dans les 24H.
- Vérifications qualitatives : Les opérations de vérification qualitative (aspects visuel et organoleptique notamment) ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures avec les spécifications de l'accord-cadre, à défaut l'échange sera exigé dans les 24H.

Dans tous les cas les décisions d'admission sont prises sous réserve des vices cachés.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également décider de différer en tout ou partie le règlement ou de le réduire. L'admission ne dégage pas l'opérateur économique titulaire de sa responsabilité éventuelle.

Attention : La signature du double du bon de transport ou de livraison vaut acceptation du nombre de colis reçus, et non des quantités ou de la qualité des fournitures objet du bon de commande.

Article 10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

Article 11 – Pénalités

Les pénalités énoncées ci-dessous sont appliquées par jour calendaire et sont cumulatives. Cependant, elles sont plafonnées à 20% du montant de la facture sur laquelle doivent s'appliquer les pénalités. Cette disposition ne s'applique pas pour l'exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire, ce dernier devant supporter l'intégralité du surcoût.

11.1 - Pénalités de retard de livraison des consommables

Lorsque le délai maximum de livraison est dépassé, par le fait de l'opérateur économique titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 150 euros. Les pénalités seront appliquées 72h après la date de livraison indiquée au bon de commande.

11.2 - Pénalité pour marchandises défectueuses après admission

En cas de livraison de produits défectueux, l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre doit remédier à la situation dans les 24h, et ce, suite à un écrit du pouvoir adjudicateur (courrier suivi, email ou fax), le cas échéant en intervenant directement sur site. A défaut, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 1/250 de la valeur des prestations pénalisées.

La formule suivante est appliquée :

$$P = (V \times R)/250$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement des marchandises défectueuses,

R = le nombre de jours de retard.

11.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC estimatif du contrat au moment de la passation de l'appel d'offre (Quantités indiquées sur le BPU initial).

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

11.4 – Exécution aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire se voit dans l'impossibilité de livrer tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au contrat, par dérogation à l'article 36.1 du CCAG-FCS, le pouvoir

adjudicateur se réserve le droit de s'adresser à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant sans résilier l'accord cadre de ce dernier et de lui en faire supporter l'éventuel surcoût.

S'il n'est pas possible pour le pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions qui lui conviennent, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue au contrat, il peut y substituer des prestations jugées équivalentes. Le pouvoir adjudicateur pourra également choisir de se substituer de plein droit au titulaire défaillant.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement aux choix de substitution ni à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 12 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, l'opérateur économique titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, l'opérateur économique titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 13 - Résiliation de l'accord-cadre

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, l'opérateur économique titulaire ne percevra pas d'indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts de l'opérateur économique titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques de l'opérateur économique titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par l'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée à l'opérateur économique titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou de l'opérateur économique titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour l'opérateur économique titulaire, à aucune indemnité.

Par application de la loi n°2020-734 du 17/06/2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'UE, et par dérogation à l'article L2195-4 alinéa 3 du CCP, il ne pourra pas être procédé à la résiliation unilatérale du marché au motif que le titulaire est admis à une procédure de redressement judiciaire, si cette admission intervient avant le 10/07/2021.

Article 14 - Règlement des litiges et langues

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et l'opérateur économique titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, et après épuisement des voies de recours amiables prévues par la réglementation, le différend entre l'opérateur économique titulaire et le pouvoir adjudicateur se règle par la saisine du Tribunal administratif de Grenoble, seul compétent.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Article 15 – Développement durable

Le CHU Grenoble-Alpes est engagé dans des démarches de promotion du développement durable. L'établissement a marqué son engagement en signant la charte d'engagement des partenaires du Plan Air Énergie Climat de l'agglomération grenobloise.

Le Plan Air Énergie Climat est une démarche volontaire pour répondre aux enjeux globaux de l'énergie et du climat, et à l'enjeu local de l'amélioration de la qualité de l'air, avec des ambitions affirmées et partagées par les acteurs du territoire.

Le Plan Air Énergie Climat se fixe les objectifs suivants, aux horizons 2020, 2030 et 2050 à l'horizon 2050 :

▪ À l'horizon 2020:

- Diminuer de 35% les émissions de gaz à effet de serre (GES).
- Diminuer de 30% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 20% par rapport à la consommation énergétique totale.
- Réduire de 40% les émissions de PM10.
- Réduire de 65% les émissions de NOx.

▪ À l'horizon 2030:

- Diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre.
- Diminuer de 40% les consommations d'énergie par habitant.
- Atteindre une production d'énergie renouvelable sur le territoire de 30% par rapport à la consommation énergétique totale.

▪ À l'horizon 2050:

- Atteindre le facteur 4 pour les émissions de gaz à effet de serre, soit une division par 4 des émissions.
- Diviser par 2 les consommations d'énergie.

LES OBJECTIFS:

	Emissions GES	Consommation d'énergie/habitant	Production d'énergie renouvelable (part de la production locale dans la consommation du territoire)	Emissions PM10	Emissions NOx
A l'horizon 2020	-35%	-30%	20%	-40%	-65%
A l'horizon 2030	-50%	-40%	30%		
A l'horizon 2050	-75%	-50%			

Pour atteindre ces objectifs, Le Plan Air Énergie Climat est structuré autour de 6 axes d'action :

Axe 1 : aménager le territoire pour consommer moins et s'adapter au changement climatique.

Axe 2 : diminuer la dépendance de l'habitat aux énergies fossiles en améliorant la qualité thermique des logements.

Axe 3 : se déplacer plus sobrement en préservant la qualité de l'air.

Axe 4 : consommer et produire localement en limitant l'impact sur l'environnement.

Axe 5 : réduire l'impact du patrimoine et des services.

Axe 6 : mobiliser les acteurs pour construire ensemble la transition énergétique.

Il est demandé à l'opérateur économique titulaire du présent accord-cadre de tenir compte de cet engagement.

Mode de transport dans la métropole grenobloise en raison de la mise en place de ZFE

La Zone à Faibles Émissions (ZFE), (ex-Zone à Circulation Restreinte) vise à améliorer la qualité de l'air dans la métropole grenobloise en réservant l'accès à la circulation des véhicules utilitaires et poids lourds les moins polluants dans le centre-ville de Grenoble et, depuis le 2 mai 2019, dans 10 communes supplémentaires ainsi que le campus.

Sur son périmètre, seuls les véhicules utilitaires et poids lourds à faibles émissions seront autorisés à circuler à horizon 2025. Le périmètre de la ZFE est élargi depuis février 2020 à 17 communes supplémentaires, ce qui nous amène à un total de 27 communes concernées (*Bresson, Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Corenc, Échirolles, Eybens, Fontaine, Gières, Grenoble, Jarrie, La Tronche, Meylan, Montchaboud, Noyarey, Poisat, Pont-de-Claix, Quaix-en-Chartreuse, Saint-Égrève, Saint-Martin-d'Hères ainsi que le Domaine Universitaire, Saint-Martin-le-Vinoux, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès, Venon, Veurey-Voroise*).

Qui est concerné ?

Seuls les véhicules utilitaires légers et les poids lourds (catégorie N sur la carte grise) les plus polluants sont concernés par la ZFE, que leur usage soit professionnel ou personnel. Ces derniers sont identifiés par le système des Certificats Qualité de l'Air (ou vignettes Crit'air).

Les classes de véhicules utilitaires légers et poids lourds interdites seront peu à peu élargies au fur et à mesure de l'évolution du dispositif.

Calendrier :

- Depuis le 2 mai 2019, les véhicules utilitaires légers et poids lourds « non classés » et classés CQA 5 sont interdits à la circulation.
- Depuis le 1er juillet 2020, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 4.
- Dès le 1er juillet 2022, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 3.
- Dès le 1er juillet 2025, cette interdiction sera étendue aux véhicules utilitaires légers et poids lourds classés CQA 2.

A cette échéance, l'accès à la ZFE sera réservé aux véhicules utilitaires légers et poids lourds équipés de vignettes Crit'Air 1 et Électrique.

Afin d'obtenir plus de détails, ci-après accès au site internet de Grenoble-Alpes-Métropole :

<https://www.lametro.fr/761-la-zone-a-faibles-emissions.htm>

Article 16 – Clauses complémentaires

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité et est soumis à des mesures de sécurité.

16.1 – Obligation de confidentialité

L'opérateur économique titulaire de l'accord-cadre est tenu de considérer comme confidentiel tout renseignement qu'il peut recueillir en raison de sa situation de fournisseur.

Par conséquent, l'opérateur économique titulaire et son personnel, qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, s'engagent à ne pas les diffuser. Ils prendront soin de ne divulguer à l'extérieur aucune information personnelle concernant un patient ou un professionnel qu'ils auraient pu voir, entendre ou comprendre à l'occasion des prestations ou travaux réalisés.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le contrat peut être résilié aux torts de l'opérateur économique titulaire.

16.2 – Protection des données à caractère personnel

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG, dès lors que la prestation objet du présent contrat permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare connaître les obligations définies par les lois et règlements applicables en matière de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) (voir Annexe Guide de la CNIL).

Le titulaire doit respecter les principes de proportionnalité, de minimisation et des limitations des données personnelles, permettant que seules les données substantielles soient traitées.

Les mesures techniques et organisationnelles appropriées sont à intégrer par le sous-traitant (ici il s'agit du sous-traitant au sens du RGPD et non de la loi de 1975), afin de protéger les données personnelles traitées et ce conformément aux multiples exigences définies dans la réglementation susvisée.

16.4 – Mesures d'ordre social- Application de la réglementation du travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application du code du travail, avant la notification du contrat puis tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur les documents mentionnés aux articles :

- D.8222-5 (K-bis, URSSAF, ...),
- D.8222-7 pour les entreprises établies à l'étranger,
- Le cas échéant, D.8254-2 (liste nominative des travailleurs étrangers employés),

- Le cas échéant, R.1263-12 (accusé de réception de la déclaration de détachement, attestation sur l'honneur d'acquiescement des amendes liés aux salariés détachés).

Ainsi, afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage, par la signature du présent contrat, à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 – www.hiveo.fr) pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au CHU Grenoble Alpes établissement support du GHT Alpe Dauphiné et HIVEO. Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

A l'attribution du contrat, le titulaire devra créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve au pouvoir adjudicateur sur simple demande. Le compte devra être maintenu actif pendant toute la durée du présent contrat.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 7 jours ouvrables à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO et/ ou par le CHU Grenoble Alpes pendant toute la durée du contrat.

Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat dans les conditions prévues dans ce dernier.

Le titulaire s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

Nota Bene : Si le titulaire est déjà abonné à la plateforme « Attestation Légale », son dossier sera automatiquement synchronisé sur la solution « HIVEO ». Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif sur « Attestation Légale » pendant toute la durée du présent contrat.

Par ailleurs, en vue de la lutte contre le travail dissimulé, dans le cas où le pouvoir adjudicateur est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur met alors en demeure l'entreprise de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire, ainsi mis en demeure, apporte au pouvoir adjudicateur, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 17 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.4 du CCAP déroge à l'article 11.7 du CCAG – Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 33 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 30.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 29 al. 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Toutes les dispositions du CCAG-FCS non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent contrat.